

L'ÉDUCATION MATERNELLE DANS L'ÉCOLE

PREMIÈRE PARTIE - DEVOIRS GÉNÉRAUX DE L'ÉDUCATEUR

CHAPITRE V - L'éducateur doit se rendre un compte exact du milieu dans lequel vivent les enfants qui lui sont confiés.

(a) Importance relative de certaines fautes. – (b) Influence sur les enfants du tempérament physique et du tempérament moral des parents. – (c) Le registre d'inscription donnerait de précieuses indications sur le milieu où vivent les enfants. – (d) Le souci de l'égalité ne doit pas faire oublier les circonstances qui influent sur la tenue des enfants, sur leurs qualités, sur leurs défauts, sur leur travail. – (e) Nécessité de venir en aide aux enfants pauvres. – (f) Résultats déplorables de la mendicité. – (g) Une société contre la mendicité des enfants dans la rue. Le bien qu'elle peut faire. Quelques exemples.

Connaître l'enfant est essentiel ; ce point est désormais acquis ; mais toute seule, cette connaissance ne suffirait pas ; il faut aussi que l'éducateur se rende un compte exact du milieu dans lequel vit son élève ; des faits nombreux ne laissent aucun doute sur cette nécessité.

Ainsi j'ai vu un jour, dans une école, une petite fille qui avait volé. Elle avait volé des plumes, et cette mauvaise action n'était pas la première du même genre que l'enfant eût commise. Son casier de méfaits était déjà chargé ! Entre autres fautes contre la probité, elle s'était approprié une certaine quantité de bons points ; puis, ne pouvant les faire passer pour siens, puisque, n'en méritant guère, elle en avait fort peu, elle avait dépensé un véritable talent pour les faire revenir à leur propriétaire ; elle y avait réussi. Sa faute avait donc été aggravée par son habileté à la dissimuler.

Très préoccupée tout d'abord de l'état moral de la pauvre enfant, je l'ai été bientôt plus encore peut-être des procédés que l'on avait employés à son égard ; car je crains qu'ils n'aient été à l'encontre du but, lequel devait être, non de faire un exemple, mais de moraliser, et de relever par conséquent l'enfant coupable. Il y avait eu enquête et publicité en un mot.

Parlons d'abord des résultats de l'enquête, qui a certainement été fort délicate à conduire. Toutes les compagnes de la petite voleuse ont su que c'était elle qui avait commis le larcin. Le souvenir de sa faute a été gravé dans l'esprit de toute l'école autant et plus peut-être que dans son propre esprit ; elle a été déshonorée, disons le mot. Maintenant, elle a son casier judiciaire ; pour toutes ses compagnes, elle est et restera « la voleuse ». S'il se produit d'autres disparitions d'objets, elles lui seront tout naturellement imputées, et, à moins d'une force d'âme exceptionnelle, la pauvre enfant continuera de mériter cette suspicion. A quoi bon se priverait-elle désormais des choses qui la tentent, puisque, malgré tout, sa réputation est faite ? Après avoir volé à l'école, il est à craindre qu'elle ne vole hors de l'école ; elle passera alors devant un tribunal dont la sanction est plus redoutable... C'est une enfant perdue.

Examinons maintenant la faute en elle-même. N'attribue-t-on pas toujours une gravité trop considérable à la tendance qu'ont les enfants à s'approprier le bien d'autrui ? N'oublie-t-on pas que cette gravité est toute relative ? qu'elle varie d'après l'âge de l'enfant coupable, et surtout d'après le degré de son développement moral ? Car il est évident que le petit enfant ignore la différence qui existe entre le tien et le mien. Tout ce qu'il voit est à lui, il s'en empare, quand il le peut, et la restitution forcée amène des drames.

C'est que, pour comprendre la légitimité du tien et du mien, il faut pouvoir se rendre compte que ce qui nous appartient – *parce que cela nous a été donné* – représente la volonté libre du donateur qui a destiné l'objet à nous, et non pas à un autre, et que cette volonté du donateur doit être respectée. Il faut pouvoir se rendre compte, en même temps, que ce qui nous appartient parce que nous l'avons acquis représente une somme de travail, d'efforts, de difficultés vaincues qui est non moins respectable. Or les enfants, dont la raison n'est pas encore formée, ne peuvent s'élever à de telles spéculations ; aussi presque tous ont – je ne dis pas « volé », parce que le mot est peut-être un peu fort, – mais « chipé », dans leurs premières années. Ces petits larcins ont été traités d'espiègleries, heureusement, et, à mesure que la conscience s'est développée, ils sont devenus plus rares ; enfin ils ont cessé tout à fait : la probité s'est affirmée. Je crois que tous, nous avons, plus ou moins, passé par là.

Certes, la tendance de l'enfant, non encore développé, à s'emparer du bien d'autrui, appelle la surveillance, une surveillance à la fois très active et très discrète, mais cette tendance n'est pas toujours inquiétante. Mais ce qu'il est essentiel d'observer, c'est le degré de culture morale de l'enfant qui a pris ce qui ne lui appartient pas. S'il est en âge de raisonner, *il faut* que son raisonnement s'applique à faire la distinction entre le tien et le mien, et, si sa conscience dort, il faut chercher à l'éveiller – dans la grande majorité des cas – par l'appel aux nobles sentiments de l'âme ; exceptionnellement par des punitions sévères.

Il est non moins essentiel que ces punitions restent un secret entre la maîtresse et l'élève, afin de sauvegarder la réputation de la coupable. Je crois cette dernière, condition tellement nécessaire que, s'il y a eu une enquête, et si l'enquête a abouti à la découverte du voleur, le délinquant doit être envoyé dans une autre école dont le directeur et le maître de classe seuls seront informés du fait douloureux.

Et s'il ne s'amende pas ? s'il est décidément voleur ? il doit être traité par des procédés spéciaux et envoyé pour cela dans une école de réforme (remarquez que je ne dis pas une école correctionnelle).

Outre l'âge et le degré de développement, il y a autre chose à envisager dans le cas de l'enfant qui s'approprie le bien d'autrui.

Il faut connaître la situation morale de sa famille, le milieu dans lequel il vit. Sauf exception, si la famille est honorable, si l'entourage à peu près immédiat est honnête, si les fréquentations de l'enfant, en dehors du foyer, sont scrupuleusement surveillées, le petit accapareur ne deviendra probablement jamais un vrai voleur.

La situation matérielle de la famille est non moins utile à mettre en ligne de compte, car, si cette dernière est indigente, habituée à vivre d'aumônes et

d'expédients, l'enfant pourra voler, sans être pour cela irrémédiablement vicieux : il s'appropriera de la nourriture, s'il a faim ; un vêtement, s'il a froid. Il y a des souffrances qui ne peuvent être endurées que par des héros ; or l'héroïsme, si rare chez les hommes, ne peut être exigé de la moyenne des enfants. C'est à nous de rendre aux enfants indigents la probité moins douloureuse, de soulager leurs souffrances, pour n'avoir pas à chercher de circonstances atténuantes lorsqu'ils ont vraiment mal fait.

Mais ce n'est pas toujours la faim qui pousse les enfants au vol ; un trop grand nombre y sont pour ainsi dire dressés, ce qui devient très grave ; enfin quelques-uns « chassent de race », le vol est chez eux héréditaire, ce qui est plus grave encore.

Malheureusement ces éléments d'investigation (la situation morale et la situation matérielle, le milieu et les habitudes des familles) manquent presque totalement dans les écoles. Soit par manque de temps, soit par un sentiment de discrétion malentendu, les instituteurs se tiennent à l'écart, ils ne cherchent pas à connaître les familles ; ils ont peur d'encourir le reproche de se mêler de ce qui ne les regarde pas, et l'opinion encourage malheureusement leur excessive prudence.

Le milieu dans lequel l'enfant vit, ne regarderait pas l'éducateur ! Quelle hérésie ! On pourrait exiger de lui qu'il se privât bénévolement de cette lumière indispensable ! Mais c'est comme si l'on taxait d'indiscrétion le médecin qui, pour la sûreté de son diagnostic, s'informe du tempérament des ascendants de son malade ! Or, si le tempérament physique des parents influe sur la santé des enfants, à plus forte raison le tempérament moral des premiers influe-t-il sur la santé morale des seconds, et le milieu dans lequel ils vivent et les habitudes qu'ils y ont contractées ont aussi leur influence incontestable, et les éducateurs ont le droit et le devoir de rassembler tous ces éléments. Le jour où il me sera prouvé qu'ils ne peuvent le faire par eux mêmes, je chercherai un moyen de leur faire transmettre indirectement ces indications indispensables.

En attendant, et grâce à ce principe ou à cette consigne d'abstention discrète, nous mesurons à la même aune tous les enfants de toutes nos écoles. C'est notre façon de nous montrer égaux, et nous faisons fausse route, en confondant le but – qui est de conduire tous les enfants à un même degré de développement moral – avec les procédés qui doivent être différents, vu les inégalités du point de départ, vu les éléments dissolvants qui viennent en maintes circonstances paralyser notre action. Prenons pour exemples : 1° une école située dans le centre de Paris, et fréquentée par des enfants dont les familles sont, en majorité, « établies », qui ont, par cela même, des habitudes régulières, un intérieur suffisant et ordonné, des relations permanentes ; 2° une école située dans un des quartiers excentriques, fréquentée mi-partie par des enfants d'indigents plus ou moins nomades, mi-partie, comme la précédente ; 3° enfin une école dans laquelle l'élément travailleur et rangé sera représenté par une infime minorité.

Dans la première, l'éducateur se trouvera en présence d'une population enfantine facile à conduire par les procédés courants ; ses élèves seront *ses pareils*, vivant de la vie dont il a vécu lui-même dans son enfance et qu'il se rappelle encore ; leurs parents ont ses propres habitudes ; nul obstacle ne l'empêchera d'aller tout droit à

l'esprit et au cœur de ses élèves ; il n'y aura presque jamais d'imprévu ; le succès est assuré.

Dans la seconde école, la difficulté surgira parce que les enfants – destinés à être égaux un jour – ne le sont pas à cette heure, et que l'éducateur en présence d'une moitié d'entre eux éprouvera la gêne qui se manifeste toujours en face de l'inconnu : il luttera contre leur malpropreté, et se désolera de la trouver si récalcitrante ; contre leur inexactitude presque, aussi invétérée que leur malpropreté ; contre leur habitude de mensonge, contre leur penchant au vol, contre d'autres vices, et malgré lui, malgré l'indulgence que développe l'habitude de vivre avec les enfants, il deviendra sceptique en ce qui les concerne. Comment, se demandera-t-il, mon action, féconde quand il s'agit d'une partie de mes élèves, reste-t-elle stérile quand il s'agit des autres ?

Dans la troisième école, il faudra à l'éducateur une force de caractère prodigieuse et la vocation pour triompher du découragement et même du dégoût.

Et ce scepticisme, et ce découragement, et ce dégoût seront le fruit de l'ignorance dans laquelle vivent les instituteurs, du milieu d'où sortent soit la moitié, soit la majorité de leurs élèves. Ah ! s'ils étaient l'un et l'autre au courant de la situation ! S'ils savaient que les parents de ces élèves décevants vivent d'aumônes et d'expédients ; qu'une seule chambre, meublée d'un seul lit, abrite la famille entière ; que le placard – si le propriétaire a jugé à propos d'en ménager un dans la muraille – est vide de linge ; que pères, mères et enfants ne possèdent que les loques qu'ils ont sur eux ? S'ils savaient que, parmi ces familles indigentes, beaucoup exploitent leurs enfants, et que beaucoup d'autres enseignent le vice aux leurs comme nous enseignons aux nôtres la vertu,... leurs insuccès ne les étonneraient plus, leur route s'éclairerait, une passion naîtrait en eux : celle d'arracher ces êtres à leur détresse et de sauver leur âme, et ils trouveraient pour cette tâche nouvelle des procédés nouveaux.

Dans les écoles ainsi fréquentées, la surveillance est cent fois plus délicate que dans les autres ; elle doit, par cela même, être cent fois plus pénétrante, car les ennemis de l'éducateur y sont nombreux ; ils s'appellent, je l'ai déjà dit : la misère, le milieu, l'hérédité. Ces ennemis, il faut les connaître si l'on veut les vaincre.

Or, pour les vaincre, il est essentiel, je le répète à satiété, de connaître la situation des parents. Le registre d'inscription donnerait pour cela des indications précieuses à qui aurait étudié la topographie de la misère, de l'incurie et du vice dans les grandes villes. Telle rue, tel passage, telle cité, telle maison devraient faire naître l'inquiétude. Il est presque impossible que leurs habitants soient dans des conditions normales. L'éducation de leurs enfants est fatalement hérissée de difficultés.

Oui, lorsque l'éducateur connaîtra la situation des familles, il ne se dépensera plus en essais infructueux et, pour en revenir à notre début, il ne se trompera plus entre le penchant naturel de l'enfant – non développé – à s'approprier les choses qui lui plaisent, et le penchant au vol, devenu une quasi habitude. Dans telle école, il surveillera très étroitement, dès le début, ses petits élèves, et sans prononcer jamais le mot déshonorant, sans appeler l'attention ni les interprétations des camarades, il fera respecter toujours le bien d'autrui, respecter la vérité, respecter aussi la dignité de

l'être, la pudeur. Si un petit de l'école maternelle accapare le matériel et les jouets de ses voisins, la maîtresse lui dira gaîment d'abord : « Halte là ! ceci est à Pierre, cela est à Jeanne, contente-toi de ta part ». Si, plus rusé, le petit délinquant a fait des provisions dans une cachette, elle lui dira : « Tu ne sais donc pas ce que tu fais ? Tu as mis avec tes jouets des choses qui ne t'appartiennent pas ; rends-les bien vite à leur propriétaire : il faudra faire attention une autre fois. » Et, si l'enfant continuait, on le prendrait à part, et on lui dirait des choses qu'il pourrait comprendre ; on userait enfin de tous les moyens, excepté de celui qui consisterait à le déshonorer aux yeux de ses camarades. Et, sauf les cas d'hérédité – qui sont des cas de maladies mentales, – le succès couronnerait les efforts de tous ceux qui auraient éclairé leur route par le procédé d'investigation que j'ai indiqué.

J'insiste, car je sais que l'action éducatrice est diminuée, entravée, paralysée même quelquefois par ces difficultés qui n'ont pas encore été abordées dans la préparation professionnelle, que les règlements n'ont point prévues, et qui paraissent, à quelques-uns, d'un ordre si délicat, qu'ils hésitent à vous accorder le droit de vous en rendre compte par vous-mêmes, afin d'essayer de les aplanir.

Ces difficultés, qui vous viennent du dehors, et qui sont presque toutes la conséquence du milieu dans lequel vivent les enfants, sont encore aggravées par une interprétation erronée de l'égalité : on se figure en effet qu'il faut pour tous un règlement unique, alors qu'il faudrait atténuer autant que possible les inégalités de la situation des enfants, pour qu'un règlement unique puisse, sans injustice, être applicable à tous.

Prenons des exemples, pour plus de clarté. Le maître ou la maîtresse peut-il exiger de tous – *pendant l'hiver* – un travail quelconque fait à la maison ? (Il s'agit ici d'enfants de l'école primaire.)

Admettons que, dans une classe de trente élèves, il y en ait cinq ou six, deux ou trois, un seul même extrêmement pauvre. Les jours sont courts ; la mère de famille allume la petite lampe, juste pour le moment du repas, et tous vont se coucher dès qu'il est terminé ; car il s'agit d'économiser le luminaire.

L'enfant de cette mère-là, ou les enfants des mères qui se trouvent dans une situation analogue seront-ils mal notés ou punis si le travail n'est pas fait ? Évidemment non, car ce serait une injustice odieuse, dont le moindre effet serait de produire le dégoût de l'école. Mais, pour ne pas punir dans ce cas et rester juste – si l'on punit ceux qui par paresse, négligence ou mauvaise volonté n'ont pas fait le travail, – encore faut-il connaître la situation personnelle de chacun. Cette connaissance acquise, on ne donnera rien à faire chez lui à l'enfant qui ne peut rien faire chez lui ; cependant, si l'on tient absolument à ce qu'il fasse un devoir pour le lendemain, on le lui fera faire à l'école avant son départ ; à moins que, mieux inspiré, et comprenant que les heures de classe doivent suffire aux écoliers, on ne donne rien à faire à personne. Si l'on prend ce dernier parti – le meilleur, – mon premier exemple ne vaudra plus rien, j'en conviens.

Mais l'exemple qui vaudra toujours, c'est celui de la propreté. Peut-on l'exiger des enfants indigents, *en hiver surtout* ? Peut-on l'exiger des enfants dont les mères

quittent le logis dès l'aube ? Nous répondrons négativement dans les deux cas. En effet, s'il n'y a ni eau chaude, ni savon, le corps et les vêtements sont fatalement malpropres ; or les indigents n'ont ni eau chaude, ni savon. En effet encore, la mère revendeuse, qui doit être aux Halles centrales dès la pointe du jour, pour acheter à la criée ; la chiffonnière, qui doit avoir rempli sa hotte ou sa voiture à bras avant le passage des tombereaux de nettoyage, ne peuvent ni l'une ni l'autre mettre leurs enfants en état de se présenter décemment en classe. Pas davantage celles que la cloche de l'atelier appelle lorsque les petits dorment encore. C'est-ce qui arrive dans la vallée du Rhône, par exemple, à la presque totalité des mères de famille.

Mais,... parce que l'on doit être d'une extrême indulgence pour les enfants indigents, et pour ceux que leurs mères ne peuvent notoirement pas soigner, parce que l'école devrait organiser la propreté pour ces enfants-là, et qu'elle est coupable de ne l'avoir pas tenté, faudrait-il, sous prétexte d'égalité, se rendre complice de la paresse, du désordre, de l'incurie ? Jamais ! L'éducateur doit faire la part des circonstances, et les écoliers doivent s'habituer à le voir juger par espèce ; ils doivent arriver à comprendre que la justice l'exige, tandis que sabrer tout en bloc serait une injustice et une cruauté.

Voici un exemple des plus probants : Une institutrice – qui mérite des éloges pour le soin qu'elle apporte à donner à ses élèves des habitudes de propreté, dans un quartier où l'incurie règne dans un grand nombre de familles – exige que ses élèves changent de chemise une fois par semaine. Elle a raison, mille fois raison, tous les lundis, on fait, dans chaque classe, l'inspection du linge, et les résultats sont très satisfaisants. Les mères qui ont un peu d'amour-propre à défaut de sentiments plus élevés, celles qui ont peur qu'on ne renvoie leurs filles, celles qui craignent de perdre les secours de la mairie, font des efforts pour se mettre en règle, et le niveau moyen des habitudes s'élève.

Mais il y a parmi les fillettes qui fréquentent cette école des malheureuses qui ne possèdent qu'une seule chemise, deux au plus,... et en loques. Si la mère est vaillante, elle lave le dimanche pendant que l'enfant est au lit ; ou bien l'enfant le fait elle-même, si elle est déjà un peu « débrouillée ». Mais que la mère soit paresseuse ou malade, que l'enfant soit trop jeune ou négligente, que le fourneau soit éteint faute de charbon, que le savon fasse défaut, un nom manque infailliblement le lundi sur le registre d'appel. Or l'enfant qui ne va pas en classe, pour une raison de ce genre, reste dans la chambre sordide et empestée ; ou bien il fait l'école buissonnière, et, dans nos grandes villes, il apprend des choses lamentables. Dans les grands centres, l'école buissonnière, c'est l'étiollement du corps, c'est la mort de l'âme ! Ceux qui connaissent les périls de la rue et les désolantes promiscuités des logis où tout manque, pensent que les maîtres doivent avoir des trésors d'indulgence, de patience et de charité pour l'enfant indigent, pour celui de l'ouvrière surmenée, et de la malheureuse qui ignore ou méconnaît son devoir maternel. Pour la plupart de ces pauvres petits, l'oisiveté, l'abandon et le vagabondage ont de telles conséquences, – et ces conséquences, je les constate tous les jours, – que je suis tentée de m'écrier : « Hors de l'école, point de salut ! »

Il faut donc attirer à l'école, au lieu d'éloigner de l'école par la rigueur avec laquelle on exécute des prescriptions qui, excellentes et nécessaires en soi, sont, *selon les cas*, trop rigoureuses, et il faut retenir à l'école ceux que l'on y a une fois attirés. Le moyen, c'est de leur procurer ce qui leur manque.

Je sais bien ce que disent ceux qui ne connaissent qu'imparfaitement la question, parce qu'ils ne l'ont examinée que superficiellement : ils disent que les municipalités sont généreuses, qu'elles font le bien très judicieusement ; que les indigents sont secourus et leurs enfants habillés et nourris. C'est vrai, les municipalités font beaucoup, beaucoup ; mais les maires les mieux intentionnés, ceux qui dépensent le plus d'initiative et d'argent, sont obligés de s'avouer à eux-mêmes que leur « beaucoup, beaucoup » est absolument insuffisant.

Ainsi, sauf des exceptions que j'ignore, les mairies distribuent des galoches, mais point de bas ; des tabliers, des pantalons et des vestes pour les garçons, mais pas de chemises ni de jupons pour les filles (au moins dans le courant de l'année). Quant aux secours mensuels, la famille n'y a droit, dans les arrondissements que je connais, que si le gain du père et de la mère ne dépasse pas 4 francs, *quel que soit le nombre des enfants* (c'est, bien entendu, une question de budget et non un caprice). Eh bien, supposez une famille de cinq personnes (et le nombre des enfants est considérable dans les quartiers pauvres), supposez une recette quotidienne de 4 francs. Supposez enfin qu'il n'y ait pas du tout de chômage, ce qui est un mythe, faites des comptes, n'oubliez pas le loyer qui s'élève *au moins* à trois francs par semaine (je parle de Paris et des grandes villes), et vous conclurez que la mère de famille ne peut pas, dans ce cas, assurer un vestiaire convenable à ses enfants.

En bonne justice, la mairie ne peut cependant pas tout faire : loger, nourrir, éclairer, blanchir, chauffer, vêtir n'est vraiment pas de sa compétence ; il serait même tout à fait regrettable qu'elle accaparât ce rôle de providence universelle ; l'institution de la famille en recevrait un coup mortel, et la charité active du public ne s'en porterait pas mieux. Le sauvetage des malheureux doit être accompli par une association dans laquelle entrent trois éléments : l'intéressé, la commune ou l'État et les particuliers : vous et moi. « Vous et moi » surtout, parce que nous sommes aux premières places pour voir la misère, et pour envisager ses douloureuses conséquences.

Je vous conjure donc de chercher à vous rendre compte par vous-mêmes de la situation de vos élèves, et de vous entourer pour cela de tous les éléments d'information ; je vous conjure, en même temps, de vous mettre en rapport avec tous ceux qui peuvent et qui veulent travailler au soulagement de vos élèves malheureux, et qui croient faire œuvre sociale la plus féconde en assurant la fréquentation scolaire ; car la misère et les journées passées hors de votre surveillance sont fatales pour le corps et pour l'âme.

Je me résume : l'éducation du peuple est l'œuvre de l'école ; pour *élever* un enfant, il faut le connaître ; pour le connaître, il faut se rendre compte du milieu dans lequel il vit. La misère est une mauvaise conseillère, et le dénuement est un des plus grands ennemis de la fréquentation scolaire. S'il est du devoir de l'administration et de l'inspection de veiller à l'inscription de tous les enfants sur les registres de l'école,

il est du devoir des éducateurs de connaître la situation morale des élèves pour y adapter leurs procédés d'éducation, et même pour savoir si cette situation n'offre aucun danger pour l'école tout entière ; il est de leur rôle enfin de connaître la situation matérielle de ces mêmes enfants, pour la signaler à ceux qui peuvent l'améliorer.

C'est compliqué, c'est délicat, mais c'est passionnant !

La question du milieu où vivent nos élèves et celle de la mendicité et du vagabondage sont si intimement liées, qu'il est impossible de parler de l'une sans que l'autre s'impose aussitôt. Parlons-en donc, avec le ferme propos de nous en occuper ensuite. D'ailleurs la mendicité et le vagabondage que l'on a trop longtemps abandonnés à la police et aux tribunaux, au lieu d'en faire une question d'assistance et d'éducation, relèvent de l'école.

Elles relèvent en même temps de l'amour de l'humanité et du sentiment de la dignité humain.

Il est entendu, dès le début, que nous parlons ici de la mendicité et du vagabondage chez les enfants. Et le sujet est d'importance capitale, car l'enfant mendiant, fût-il d'une essence exceptionnelle, est fatalement perdu. D'abord, il prend, dans les rues, l'habitude des longues flâneries et devient, insensiblement, sans s'en douter, incapable de tout travail régulier. Le soleil qui le brûle, le vent qui le glace, la pluie ou le brouillard qui le pénètre jusqu'aux os, il finit par ne plus les sentir, ou du moins il les supporte comme une condition inséparable de la liberté dont il jouit ; or il préfère la liberté à tout ; la peur du sergent de ville, du poste, du Dépôt, de la maison de correction même, tout s'atténue et s'efface ; le vagabondage, inséparable de la mendicité, devient une seconde nature, il se transmet même par hérédité. C'est une plaie sociale épouvantable. Il faut avoir eu auprès de soi des enfants vagabonds et avoir essayé de les fixer, pour se douter de la difficulté, de la quasi impossibilité en présence de laquelle on se trouve.

En voulez-vous un exemple entre mille ? J'avais un jour sur mes genoux un des pupilles du *Sauvetage de l'enfance* ; c'était un ex-petit martyr : il mendiait tout le jour, parce que, systématiquement, on ne le nourrissait pas chez lui, et subissait, lorsqu'il rentrait au logis, des traitements odieux. Un jour enfin, l'homme qui vivait avec sa mère l'avait pendu par les cheveux au-dessus d'un puits, et, de terreur, l'enfant était devenu muet. Arraché à ses bourreaux, il avait été soigné et avait recouvré la parole ; il était cajolé, dorloté ; il avait un bon lit, des repas fortifiants, des jouets, des camarades... « Je voudrais m'en aller ! » me dit-il tout bas. – T'en aller ! pour retrouver les gens qui t'ont pendu au-dessus du puits ! t'en aller, et pourquoi ? – Parce que je m'ennuie » Il avait la nostalgie de la rue, de ses émotions, de ses distractions ; le bien-être dont il jouissait lui paraissait bien pâle, comparé à la vie d'autrefois ! Il s'ennuyait. Et cependant il avait à peine huit ans : jugez ce que doivent être les ravages causés par le vagabondage chez les adultes !

Du vagabondage et de la mendicité au vol, il n'y a qu'un pas : il y a tant de séductions dans la rue, surtout depuis que la coutume a consacré les étalages sur le trottoir. C'est le matin, la poche de l'enfant est encore vide, son estomac est plus vide encore, il « chipe » quelques fruits secs chez l'épicier, ou bien un morceau de pain

d'épice. Le soir, ses souliers lui refusant le service, il se chausse aux frais du cordonnier qui a étalé sa marchandise en plein air. Puis l'on s'associe pour faire de « bons coups », et vous savez le reste. Le reste, c'est l'arrestation, la condamnation, la fin de tout ! Les petites filles vagabondes tombent au vol comme les garçons, et de plus elles deviennent la proie d'êtres infâmes. Nous serions responsables de toutes ces misères si nous ne travaillions pas à les atténuer, à les guérir.

A l'enfant qui mendie dans la rue, presque tout le monde donne, par pitié mal entendue, car cette aumône encourage la récidive. Et tout le monde est coupable de donner. Quelques-uns, mieux intentionnés, croient faire œuvre sociale en refusant toute aumône et s'en tiennent là. Ils ne font que la moitié de leur devoir et la moitié la plus facile, car l'abstention ne coûte rien. D'autres, toujours mus par un bon sentiment, font appel à la police et ils aggravent le mal au lieu de l'atténuer. Il y a donc autre chose à faire.

D'abord, il faut se rendre compte des causes de la mendicité et du vagabondage. Or ceux qui ont approfondi la question savent que les enfants mendiants peuvent se diviser en trois catégories principales : 1° ceux qui mendient pendant que leurs parents, occupés à l'atelier, les croient à l'école ou à la maison ; 2° ceux qui mendient parce qu'ils ont faim ; 3° ceux qui mendient parce qu'ils sont exploités, soit par leurs parents, soit par des industriels qui les ont loués pour leur faire faire ce métier (cette dernière classe est nombreuse ; il y a six mille enfants, dans Paris, livrés par des parents indignes à des misérables non moins déchus).

Revenons à la première catégorie, aux enfants qui, à l'insu de leurs familles, font accidentellement ou habituellement l'école buissonnière. Ne rien leur donner, c'est excellent (leur donner serait une faute grave) ; mais cette abstention ne suffit pas : il faut les conduire à l'école, et, si la chose est absolument impossible ce jour-là, avertir l'instituteur ou l'institutrice, qui remplira son devoir auprès des familles.

« Mais, me dira-t-on, les instituteurs avertissent toujours les parents quand les enfants manquent la classe. » — D'accord, en général ; pourtant, dans certains quartiers excentriques où la fréquentation est extrêmement irrégulière, ils finissent par se lasser, ou plutôt par se décourager. Le carnet de correspondance n'étant jamais signé, soit parce que les parents ne savent pas écrire, soit parce qu'ils ne comprennent pas l'importance de cette signature, les instituteurs ne le réclament plus ; enfin il y a peut-être beaucoup de parents qui ignorent jusqu'à l'existence du carnet. Cela paraît invraisemblable à ceux qui ne fréquentent pas les milieux où la misère fait ses ravages ; rien de plus vrai cependant. Beaucoup de parents qui, faute de pain, envoient mendier leurs enfants, ignorent même les avantages matériels que ceux-ci trouveraient à l'école ; il y a dans mon arrondissement, par exemple, une quantité d'indigents qui n'envoient pas leurs enfants en classe « parce qu'ils sont nus, ou parce qu'ils n'ont pas de pain à leur donner », et qui, par une sorte de miracle au rebours, n'ont jamais entendu dire que la mairie est généreuse en vêtements et en nourriture.

Donc la première catégorie de mendiants et de vagabonds, composée d'enfants qui se livrent au vagabondage à l'insu de leurs parents, doit être réintégrée à l'école, soit directement, sur l'heure, par ceux qui les rencontrent, soit par l'intermédiaire des

instituteurs avertis. Ce procédé – en admettant que l'on ne trouve pas mieux – fait seulement perdre un peu de temps, ou bien il fait dépenser les deux sous de la carte postale adressée à l'instituteur ; ces deux sous, beaucoup trop en font l'abandon aux enfants mendiants.

La deuxième catégorie d'enfants mendiants, ceux qui mendient parce qu'ils ont faim, et parce que l'on a faim chez eux, doit nous intéresser à un double point de vue. Par hygiène morale, pour eux-mêmes, par hygiène sociale, nous devons les empêcher de mendier ; par charité nous devons apaiser leur faim. Ceux-là doivent être, comme les premiers, et par le même procédé, rendus à l'école, et le sauvetage de la famille tout entière incombe alors, pour une part, à la mairie et au bureau de bienfaisance ; pour une autre part, à l'assistance privée, qui cherchera du travail, si les chefs de la famille en manquent ; qui fera une petite avance, en attendant que le travail ait été rémunéré, ou bien, en cas de maladie et de chômage, en attendant que le travail ait repris.

Un enfant qui mendie parce qu'il a faim, parce que ses parents sont malades ou sans ouvrage, c'est une honte pour ceux qui l'ont rencontré et ne lui ont pas prêté assistance.

Pour la troisième catégorie, ceux qui sont martyrs d'une exploitation criminelle, le procédé si simple employé dans les deux cas ne serait pas suffisant. Les parents exploités doivent être déférés aux tribunaux, et, s'il y a récidive, – la récidive étant un cas de déchéance des droits paternels et maternels, – les enfants sont recueillis par une œuvre de bienfaisance, par le *Sauvetage* par exemple.

Ce qui précède est peut-être de la théorie ? Voyons cela.

Figurez-vous une personne bien convaincue des dangers matériels et moraux que court l'enfant mendiant ; et des dangers que plus tard il fera courir à la société ; cette personne se fera un devoir d'adresser la parole, non seulement à tous les enfants qui lui demanderont l'aumône, mais même à ceux qui, en sa présence, s'adresseront à d'autres ; même à ceux qui, ne mendiant pas, seront suspectés par elle de vagabondage, étant dans la rue aux heures de classe. Elle demandera à ces enfants leur nom, leur adresse, s'informerait des causes de la mendicité ou du vagabondage, donnera un bon conseil et passera. Ne fût-elle rien de plus, il est assez probable que le mendiant préférera mendier ailleurs, pour ne pas être dérangé dorénavant, et que le vagabond ira vagabonder ailleurs lui aussi. Figurez-vous ensuite qu'un groupe, restreint d'abord, puis de plus en plus nombreux, de personnes ayant mesuré les abîmes du vagabondage et de la mendicité, prennent la même habitude, et bientôt, toutes les rues étant inhabitables pour les mendiants et les vagabonds, ils seraient bien forcés de renoncer à la mendicité et au vagabondage, et ces philanthropes auraient déblayé la rue, au profit de quoi ? Eh, mon Dieu ! pour beaucoup, au profit de l'école, où il faudrait bien aller en désespoir de cause.

Figurez-vous maintenant que ces mêmes personnes, au lieu de travailler séparément contre la mendicité et le vagabondage, s'organisent, qu'elles se partagent la ville qu'elles habitent en un certain nombre d'îlots, que chacune surveillera tous les jours. Figurez-vous, enfin, chaque îlot ou chaque quartier placé sous la direction d'un membre de la Société ayant le titre de directeur d'îlot ou de quartier. Ce directeur

étant averti, par carte postale que tel enfant, habitant son îlot ou son quartier, a été rencontré tel jour et à telle heure dans telle rue, qu'il a donné tels renseignements sur ses parents, ce directeur fera une enquête, après laquelle l'enfant sera classé dans une des trois catégories de mendiants que j'ai indiquées au début, et la Société agira pour lui en conséquence.

C'est d'une simplicité incomparable. C'est si simple, que cela a séduit un certain nombre de personnes, et que la Société est fondée.

Les instituteurs et les institutrices, quoique sédentaires, sauf le jeudi et le dimanche, seront du plus précieux secours à la Société car ils aideront les directeurs de quartier à faire les enquêtes, et les tiendront au courant des besoins de leurs protégés, ainsi que de leur assiduité et de leurs absences.

Cette association des membres actifs et de l'école ne peut manquer d'être féconde. Je vois cela clair comme le jour, et pour que vous voyiez aussi clair que moi, je vous demande la permission de vous citer des faits : les deux premiers peuvent être classés sous la rubrique « vagabondage », les deux autres sous la rubrique « mendicité ».

N° 1. — J'ai rencontré un jour, vers cinq heures, c'est-à-dire après l'heure de la sortie de l'école, dans une rue très fréquentée, un agent de police qui emmenait une enfant de six à sept ans ; ils étaient escortés, comme c'est l'ordinaire, par un grand nombre de personnes et par des gamins surtout.

J'abordai l'agent de police : « Pourquoi emmenez-vous cette enfant ? — Elle est perdue. — Où l'emmenez vous ? — Au poste ; il n'y a pas d'autre endroit. — Tu ne sais pas ton adresse ? demandai-je à l'enfant. — Non. — Demeures-tu près d'ici ? — Je ne sais pas. — Vas-tu à l'école ? — Oui. — Où ? — Rue Jenner. (C'est invraisemblable pour les personnes qui ne connaissent pas les enfants, ce cas d'une fillette qui sait l'adresse de son école et pas la sienne propre ; quant à moi, cela ne m'étonne pas du tout. Un enfant va à l'école de telle rue ; le nom de la rue est pour ainsi dire inséparable de celui de l'établissement. Le même enfant demeure, rentre *chez lui*.) — Confiez-moi cette fillette, dis-je au sergent de ville, en lui montrant ma carte ; je vais la conduire à l'école et la maîtresse me dira où elle demeure. » L'enfant vint avec moi sans manifester la moindre crainte. En route, nous rencontrâmes sa mère, une marchande des quatre saisons, qui roule tous les jours sa charrette dans le quartier.

Que conclure de cela ? Sinon qu'il est de toute nécessité d'étiqueter chaque enfant des écoles, non seulement des écoles maternelles, mais ceux des écoles primaires ; ces derniers peuvent tomber malades en route, être victimes d'un accident, il faut pouvoir les reconduire chez eux, surtout pour leur épargner le « poste » ou le « dépôt » de la Préfecture de Police. Inscrivez le nom et l'adresse de chacun sur un morceau de toile. Cousez-le à l'envers du tablier, de la blouse, de la robe, c'est aussi simple que nécessaire.

N° 2. — Une autre fois, c'était le matin ; je longeais une rue très fréquentée de Paris, sur la rive gauche. Un rassemblement attira mon attention ; je m'approchai ; un sergent de ville tenait par la main une fillette de cinq à six ans ; l'enfant pleurait ; elle restait muette sous l'avalanche de questions que chacun lui posait. L'enfant était égarée. « Où la conduisez-vous ? demandai-je au sergent de ville. — Au poste, me

répondit-il ; où voulez-vous que je la conduise autrement ? » Or c'est tout simplement monstrueux d'abriter des enfants dans cet antre, au milieu des ivrognes et de tous les malfaiteurs ramassés sur la voie publique. C'est monstrueux, mais les sergents de ville ne sont pas responsables de la monstruosité ; les responsables, c'est nous tous qui nous endormons dans notre routine égoïste, c'est nous tous qui sommes coupables de n'avoir pas provoqué la création d'abris pour les enfants égarés ou vagabonds ; c'est nous, surtout, les éducateurs qui n'avons même pas inscrit leur nom et leur adresse sur une pièce de leur costume. Les propriétaires de chiens sont plus soucieux de leurs bêtes !

« Ne conduisez pas cette fillette au poste, dis-je au sergent de ville en lui donnant ma carte ; confiez-la moi. » Il hésitait, je me fis plus pressante, et finalement, la fillette passa de ses mains dans les miennes. « Où demeures-tu ? » demandai-je à l'enfant qui pleurait toujours. Pas de réponse. « Où vas-tu à l'école ? – Rue X... – Eh bien, allons ensemble rue X... je te confierai à la maîtresse, ou bien j'aurai ton adresse et je te conduirai chez toi. »

A peine étions-nous parties, le sergent de ville nous suivant des yeux avec une certaine inquiétude – car il y a des voleuses d'enfants dans Paris, et ces voleuses d'enfants affectent en général un air très respectable, – une femme qui passait adressa la parole à la petite fille, et je sus par elle que ma protégée habitait tout près de là ; je rebroussai chemin, et bientôt nous arrivions à l'adresse qui m'avait été indiquée.

C'était un bouge nauséabond. Une sorte de boue grasse s'écoulait lourdement le long d'un escalier tellement étroit que je touchais des deux côtés les murs suintants. Au bout d'une quinzaine de marches, je me trouvai dans une cour plantée d'arbustes grêles et entourée de murs si hauts que l'on se serait cru au fond d'un puits ; il y faisait froid et gris ; le terrain était glissant ; il ressemblait à la boue qui descendait l'escalier. Des chambres sordides s'ouvraient sur le cloaque. Au milieu, neuf enfants de deux ans à six ans, déguenillés, souillés de boue, et quatre petites filles d'une douzaine d'années, les cheveux en tignasse, les robes dépenaillées, me regardèrent avec une sorte de curiosité passive ; aucun ne bougea ; aucun ne vint vers moi. Une ouvrière brocheuse travaillait dans une des chambres sombres ; je lui présentai ma trouvaille. « Elle est bien d'ici, me dit-elle ; l'enfant s'est sans doute échappée pour suivre sa mère qui est allée livrer une commande. » Puis, s'adressant à la fillette : « Une autre fois, ta mère te renfermera quand elle sortira ». Le moment ne me sembla pas favorable pour rappeler à cette femme les accidents quotidiens produits par cette malheureuse habitude d'enfermer les enfants : incendies, chutes par la fenêtre, etc., etc. Je me contentai d'adresser la parole aux grandes filles si tristement malpropres, qui étaient dans la cour. J'appris – ce que je n'avais que trop deviné – qu'elles étaient en vacances ; je les engageai à ne pas oublier les notions de propreté – je ne dis pas les habitudes, hélas ! – qu'on leur avait données à l'école, et à jouer à la poupée vivante, c'est-à-dire à nettoyer les petits enfants, à les intéresser...

J'ai bien peur d'avoir prêché au désert ; dans ces milieux, la terre est mal préparée, ou plutôt l'âme est engourdie ; on ne la réveille pas en un instant.

Que conclure de cette anecdote vécue ?

Que nous devons prendre nos mesures pour que les enfants égarés dans les rues puissent être conduits directement soit chez eux, soit à l'école qu'ils fréquentent. (Remarquez que la petite fille dont il est question ici savait très bien où elle demeurait. Elle avait voulu suivre sa mère – ce qui était naturel – et elle ne voulait pas rentrer tant que sa mère resterait dehors ; la rue d'ailleurs où elle avait été trouvée pleurant, – soit parce que sa mère lui avait ordonné de rentrer, soit parce qu'elle craignait les conséquences de son incartade, – est un Eldorado comparée à l'affreux bouge que je vous ai décrit tout à l'heure.) Nous prendrons ces mesures parce que l'enfant ne doit pas rester dans la rue, désolé de s'être perdu et ne sachant pas son adresse, ou très heureux de s'être échappé, et considérant comme une bonne fortune de ne pas être réintégré dans son domicile ; ou bien encore pris d'un malaise subit et ne pouvant avancer, ou bien enfin ayant été victime d'un accident. Mais nous ne nous occuperons pas exclusivement des enfants égarés ou des vagabonds. Notre sollicitude s'étendra aux mendiants, aux affamés (les mendiants me fournissent la note n° 3 ; les affamés la note n° 4).

N° 3. – Je rentrais chez moi, la nuit étant tout à fait tombée ; je vis une fillette demander l'aumône à un passant, qui d'ailleurs lui reprocha de mendier et ne lui donna rien. Je m'approchai d'elle et je liai conversation. « Pourquoi mendies-tu ? Quel âge as-tu ? Où demeures-tu ? Où vas-tu à l'école ? » Elle mendiait, me dit-elle, parce qu'il n'y avait pas de pain à la maison ; sa mère était infirme du bras droit ; elle avait une sœur plus jeune ; elle demeurait rue X..., et allait à l'école rue Z... L'éloignement de l'école et de la maison paternelle me sembla louche. « Comment ! tu vas à l'école si loin de chez toi ? Ce n'est pas possible. – Ah ! c'est qu'on ne demeure plus rue Z..., *on y a demeuré*. – Alors tu as menti ; comment veux-tu que je trouve ta mère pour lui faire du bien, si tu me donnes une adresse fausse ? » L'enfant me nomma une seconde rue qui concordait beaucoup mieux. Je la fis entrer chez un boulanger, puis chez un charcutier ; puis, quand elle eut de quoi manger pour trois personnes, puisqu'il y avait sa mère et sa sœur, je lui annonçai mon intention de la conduire chez elle. « *Ah ! on ne demeure plus dans cette rue, s'écria-t-elle, on demeure dans une autre !* » Et elle me donna une troisième adresse, la vraie cette fois. Le lendemain, je l'ai revue à l'école. J'ai vu aussi sa famille, plus nombreuse qu'elle ne l'avait dit, et habitant une seule chambre meublée d'un seul lit. L'institutrice a longuement causé de l'enfant avec moi. Cette fillette manque souvent la classe, pour des causes diverses, dont quelques-unes sont déplorables au point de vue moral, et dont quelques autres proviennent de la misère. Ainsi, elle vient rarement le lundi, parce que ce jour-là on fait l'inspection des chemises ; or elle n'en possède que deux ; sa mère paralysée ne peut laver, la fillette néglige de le faire elle-même... J'ai promis de récompenser, pendant quelque temps, par le don d'une chemise, chaque semaine de fréquentation.

La fillette a aujourd'hui six chemises que son institutrice lui a remises une à une de ma part. Elle et sa sœur m'apportent tous les dimanches leurs cahiers. Ces enfants ne sont pas sauvées, mais elles sont en meilleure voie.

N° 4. – Un groupe de trois enfants (douze ans, un an – ce bébé est à cheval sur le cou de l’aîné, – quatre ans) grelotte contre une maison près du Luxembourg. « Vous n’avez pas l’air bien gais, mes pauvres petits. C’est *qu’on a froid* », me répond l’aîné. Après l’interrogatoire d’usage, après avoir fait déjeuner les enfants dans une crèmerie (grâce à mes amis, j’ai ma bourse des pauvres), je les renvoie chez eux ; et, le lendemain, je vais faire connaissance avec la mère. Là on est neuf dans une chambre et un cabinet.. L’aîné du groupe de la veille mendiait, allait à la « décharge », c’est-à-dire à l’endroit où l’on déverse les voitures du balayage ; il cueillait dans le tas des restes de bois, de coke, des vieux chiffons ; il désirait apprendre un état menuisier ou serrurier ; avec cela, il n’était guère instruit...

J’ai sous les yeux un cahier et deux lettres. Le cahier, terminé, sans une tache, renferme les devoirs faits à la classe du soir ; une des lettres est de instituteur, attestant que l’enfant est exact et travaille bien en classe, l’autre est d’un entrepreneur de menuiserie annonçant que mon protégé est chez lui en qualité d’apprenti. J’avais bien raison de dire que c’est simple comme bonjour !

STATUTS

de la Société contre la mendicité des enfants,

Votés par l’Assemblée générale du 11 février 1894, à la Sorbonne.

I. – Une Société est constituée à Paris pour combattre, dans le département de la Seine, la mendicité des enfants, spécialement en s’occupant de leur faire fréquenter les écoles maternelles ou primaires s’ils sont à l’âge scolaire, ou de leur procurer du travail s’ils sont plus âgés.

II. – Sont *membres actifs* de la Société ceux qui s’engagent à s’employer personnellement au but de l’œuvre.

Les *membres actifs* se divisent en

Membres adhérents ;

Membres souscripteurs ;

Membres bienfaiteurs.

Les *membres adhérents* versent une cotisation annuelle d’au moins **un franc**.

Les *membres souscripteurs* versent une cotisation annuelle d’au moins six francs.

Les *membres bienfaiteurs* versent une cotisation annuelle d’au moins vingt francs, ou une somme une fois versée d’au moins deux cents francs.

Sont *membres honoraires* ceux qui, sans prendre l’engagement spécifié dans le paragraphe premier, payent la cotisation des *membres bienfaiteurs*.

Le Conseil de la Société peut en outre conférer le titre de *bienfaiteur* aux personnes qui auront contribué par des services signalés au développement de l’œuvre.

Les mêmes titres peuvent être attribués aux Sociétés et Établissements (lycées, écoles, cercles, caisses des écoles, associations de tout ordre) qui verseront collectivement les cotisations correspondantes.

III. Nul ne peut être membre de la Société s'il n'est présenté par deux membres et agréé par le Conseil.

IV. Les membres de la Société se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an, dans le premier trimestre de chaque année.

Cette assemblée nomme un conseil de quinze membres au moins et de trente membres au plus, chargé d'administrer la Société.

Les membres du Conseil sont annuellement renouvelés par tiers : ils sont rééligibles.

Outre ces membres élus, sont membres de droit, avec voix délibérative :

Le Directeur de l'Enseignement primaire au Ministère de l'Instruction publique ;

Le Directeur de l'Enseignement de la Seine ; Le Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène au Ministère de l'Intérieur ;

Le Directeur de l'Assistance publique à Paris.

IV. – L'assemblée statue sur toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil. Elle peut notamment, sur la proposition du Conseil, apporter aux présents statuts toutes les modifications et additions nécessaires : dans ce cas, la convocation doit mentionner l'objet de la réunion.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Toutes discussions politiques ou religieuses sont interdites.

VI. – Le Conseil élit pour l'année, parmi ses membres, un président, un secrétaire général, deux vice-présidents et un trésorier. Il nomme, pour suivre l'expédition des affaires, un Comité exécutif, composé de cinq membres au moins pris dans son sein.

VII. – Le département de la Seine pourra être divisée un certain nombre de sections, administrées chacune par un *directeur*.

Ces directeurs seront élus annuellement par le Conseil, soit parmi ses membres, soit en dehors. Ils sont rééligibles.

VIII. – Toutes fonctions attribuées aux membres de la Société sont gratuites.

IX. – Les membres actifs surveillent les enfants mendiants ; ils les signalent au directeur de la section que ces enfants déclarent habiter, en lui transmettant tous les renseignements qu'ils peuvent recueillir sur les enfants et leur famille.

X. – Les directeurs centralisent tous les renseignements relatifs à leur section et en envoient un double au secrétaire général. Ils font une enquête sur les enfants signalés. Ils prennent, à l'égard des enfants et de leur famille, les mesures urgentes, et en réfèrent au Comité pour les mesures définitives.

XI. – Le Conseil a seul qualité pour prendre toutes les décisions engageant la Société, notamment dans ses relations soit avec les autorités, soit avec les établissements publics, soit avec les diverses œuvres de bienfaisance, d'assistance et de patronage. Il rédige et renouvelle, quand il est nécessaire, les instructions adressées aux membres de la Société sur la marche à suivre à l'égard des enfants mendiants, et sur les moyens d'action dont la Société dispose pour leur venir en aide.

XII. – Un règlement intérieur, arrêté par le Conseil, détermine les mesures d'exécution des présents statuts.

N. B. – Le siège provisoire de la Société est au Musée pédagogique, 41, rue Gay Lussac.

Le Conseil d'Administration élu par l'Assemblée générale du 11 février a constitué son Bureau comme suit pour l'année 1894

Président : M. Bardocx, sénateur ;

Vice-présidents : MM. Léon Bourgeois et R. Poincaré, députés ;

Secrétaire général : M. KELLER, ancien chef d'institution, 75, rue Denfert Rochereau ;

Trésorier : M. VAN BROCK, 18, rue Bergère.